

## **Préambule**

Ce document est composé de quatre parties :

1. La première partie, « **Eléments pour une histoire des mouvements et des partis politiques** », aborde une période allant de la Révolution française aux débuts du 20<sup>ème</sup> siècle. Elle demande à être améliorée sur un certain nombre de points que je signale dans le courant du texte, et à être complétée, notamment toute la fin concernant l'entrée dans le 20<sup>ème</sup> siècle.

2. La deuxième partie, « **Congrès et partis ouvriers** », traite de la création des partis plus particulièrement issus du mouvement ouvrier.

3. La troisième partie, « **Le monde ouvrier en Gironde** », est un texte de Serge Gonzalez. Il a été laissé dans son intégralité plutôt que de l'intégrer par morceaux dans la deuxième partie, ce qui lui aurait fait perdre de son intérêt et de sa puissance.

4. La quatrième partie intitulée « **Repères historiques** » doit être prise uniquement comme un aide-mémoire permettant de situer chronologiquement, et de manière succincte, les dates et les faits considérés dans la première partie.

G.JUDET de la COMBE

# **I. ELEMENTS POUR UNE HISTOIRE DES MOUVEMENTS ET PARTIS POLITIQUES**

Un parti politique est un groupe de personnes réunies en associations et qui ont des idées communes, qu'elles soient idéologiques ou institutionnelles.

En France les partis organisés apparaîtront seulement à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Ils fonctionneront sous la forme d'associations régies par la loi de 1901.

C'est en Angleterre au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle qu'on constate l'opposition entre ce que l'on peut qualifier de partis. D'un côté les Whigs, tenants d'un parlement et contre l'absolutisme royal, et de l'autre les Tories, conservateurs. David Hume (1711-1776, philosophe et économiste des Lumières écossaises) dépassera ces idées pour théoriser le pluralisme politique comme un phénomène naturel déduit de la diversité des factions en présence et de la complexité des rouages des institutions.

Les constituants de la Révolution française de 1789 reprendront ces analyses, mais pour eux les factions ne représentent une menace que pour la société à venir, ordre social immuable produit de la raison et de la science, où les divisions n'auront plus lieu d'être. Le Chapelier écrit : « Lorsque la Révolution est terminée, il faut que tout rentre dans l'ordre le plus parfait ». Robespierre défendant quant à lui les sociétés populaires, mais ne les tenant que comme un simple instrument conjoncturel de combat.

Pour les révolutionnaires il n'existe que deux partis, le progrès et la réaction, jusqu'à ce que la Révolution l'emporte sur la conservation.

La loi Le Chapelier va favoriser l'individualisme en politique.

Jusqu'à la Seconde République les élus seront surtout des hommes influents de leur territoire.

Ce sont donc des regroupements d'intérêts politiques plus que des partis proprement dit qui siègent.

Lorsque les républicains pourront faire entendre leur message, ils seront élus pour leurs orientations face aux problèmes politiques du pays.

Les premiers partis durant les premières années de 1900, dans un but électoral, seront :

- 1899 l'Action française
- 1901 le Parti radical et radical socialiste, pilier de la plupart des gvts de 1901 à 1940
- 1902 l'Action libérale populaire (catholiques ralliés à la république (1901-1919)
- 1905 le Parti socialiste SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière)

L'institutionnalisation des partis politiques ne date que de l'article 4 de la constitution du 4 octobre 1958.

## **Rappels historiques, de l'Ancien régime à la Révolution.**

Sous l'Ancien régime trois ordres, noblesse, clergé, tiers état, avec des concurrences internes, haut clergé contre bas clergé, noblesse partagée entre réactionnaires et libéraux, bourgeoisie cherchant à mettre le « prolétariat » à sa merci.

Des écrivains critiquent déjà cette société d'ordres sous Louis XIV.

Et cette pensée critique va aller en s'intensifiant : La Fontaine, Boileau, La Bruyère, Molière. Puis les philosophes des Lumières vont critiquer l'inégalité sociale et juridique, leur réflexion portant sur l'individu, au centre, et non sur la société dont il n'est qu'une partie.

Enfin Rousseau, dans le « Contrat social », affirme la souveraineté du peuple appelé à décider des lois qui le régissent.

Ainsi arrive la Révolution.

## **Sous la Révolution**

On peut distinguer plusieurs courants, puisqu'il ne peut s'agir de partis établis, dont les membres se regroupent dans des clubs.

### **. La gauche**

Les Montagnards, favorables à la Convention nationale et à la République et se réunissent au Club des Jacobins, qui fermera lors de la chute de Robespierre, et au Club des Cordeliers.

Ils sont opposés aux Girondins.

Ils sont influencés par la pensée de Rousseau et formés de trois groupes, les Exagérés (Marat, Hébert), les Robespieristes ( Robespierre, St Just) et les Indulgents (Danton, Desmoulins)

### **. Le centre gauche**

Les Girondins, ainsi appelés car venant en partie de la Gironde (Vergniaud, Guadet, Gensonné, Jean François Ducos, Grangeneuve) , favorables, eux à la guerre ( « profiteurs de guerre »), pour raffermir la révolution, et au roi déchu.

Proches de la pensée de Condorcet.

### **. Le centre**

Les royalistes constitutionnels (proches de la pensée de Voltaire)

### **. Le centre droit**

Les monarchiens pour une monarchie constitutionnelle comme en Angleterre ( différents des monarchistes)

### **. La droite**

Les ultra royalistes, qui naîtront en 1815 sous la seconde restauration.

## **Note sur les clubs**

L'usage des clubs, initiés en Grande Bretagne, est passé en France sous Louis XVI.

Ils sont nombreux, sociétés politiques que la police tente de fermer en 1787 (on peut y joindre des sociétés maçonniques), où vont s'exercer les orateurs de la future révolution.

Autorisés dans un premier temps (art 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme puis loi municipale du 14/12/1789), ils seront interdits sans beaucoup d'effets par Le Chapelier et joueront un grand rôle sous la Convention, puis furent attaqués et fermés sous le Directoire. Mais le coup d'état du 18 fructidor ( 4 septembre 1799 mené par le Directoire ) rétablira l'influence jacobine et ils furent à nouveau autorisés puis complètement fermés par le coup d'état du 18 brumaire ( 9 novembre 1799, fin du Directoire).

## **Sous le Premier Empire**

Les Républicains sont réduits au silence, Napoléon 1<sup>er</sup> amalgamant la République à la Terreur, mot repris après Robespierre par ses ennemis qui avaient beaucoup à se faire pardonner et à faire oublier,

Les Républicains étaient désignés comme des anarchistes. Ils étaient nombreux dans l'armée ainsi que parmi les anciens de la Convention ( Carnot, La Fayette leader du parti « républicain »).

## Sous la Restauration

Les « partis » en présence :

- **La droite** : des ultraroyalistes qui trouvent la Charte trop révolutionnaire et sont pour le retour à la monarchie pure et dure
- **Le centre droit** : les constitutionnels pour une monarchie plus modérée ( Lainé, Ravez).
- **Le centre gauche** : le Parti du Mouvement., pour libéraliser encore plus la Charte ( La Fayette, Odilon Barrot).
- **La gauche** :
  - les indépendants qui rejettent la Charte, trop conservatrice, les traités de 1815 ( occupation d'une partie du territoire), le drapeau blanc, le poids du clergé et de la noblesse ( Benjamin Constant, Général Foy).
  - Les libéraux qui apparaissent à la fin de la restauration

### **Note :**

La seconde Restauration ( 1815-1830) : après les 100 jours Louis XVIII revient au pouvoir et une monarchie constitutionnelle s'installe sur la base à la fois de la Révolution et de l'Ancien Régime ( Charte constitutionnelle du 4 juin 1814 mise en application en juillet 1815, après les 100 jours), tournant libéral, mais l'assassinat du duc de Berry en 1824 et l'arrivée au pouvoir de Charles X renforce les ultras. Malgré ce retour en arrière c'est un moment clé car le pays s'est initié à certaines des libertés acquises sous la Révolution et s'industrialise progressivement.

Les ordonnances de Saint Cloud qui visent à obtenir de nouvelles élections dans des conditions plus favorables aux Ultras et à désavantager les Libéraux entraînent l'abdication de Charles X, les journées de juillet 1830 ( les Trois Glorieuses) et l'arrivée au pouvoir de Louis Philippe d'Orléans ( fils du duc d'Orléans qui avait voté la mort de Louis XVI), devenu Louis Philippe 1<sup>er</sup> par un tour de passe-passe de Thiers.

## Sous la Monarchie de Juillet

Après le départ de Charles X et la confiscation du pouvoir par Louis Philippe plusieurs partis politiques se confrontent (en rappelant que le terme de parti convient mal à cette époque), ce sont les Républicains, le Parti du Mouvement, le Parti de la Résistance, le Tiers Parti, les légitimistes et les bonapartistes.

Une distinction très nette s'établit dès le début entre le Parti du Mouvement et le Parti de la Résistance.

Existent donc :

- **La gauche** :

Les Républicains ne peuvent se présenter que comme des radicaux, la remise en cause de la monarchie étant interdite. Déçus par l'issue de la Révolution de Juillet, ils tentent une insurrection à Paris en juin 1832, durement réprimée, et déjà par Thiers. le mouvement républicain doit passer à la clandestinité. En mai 1839 la société des saisons (société républicaine) suscite une insurrection, menée par Blanqui et Barbès, qui échoue.

La crise agricole et celle du crédit profitent à l'opposition c-à-d socialistes et républicains (Lamartine, Barrot). La demande d'élargissement du corps électoral mobilise la classe moyenne. Les banquets républicains de 1847 contournent la loi et attaquent le gouvernement. Ledru-Rollin, avocat, demande le suffrage universel. La Révolution éclate en 1848 et le roi abdique le 24 février. Les républicains constituent un gouvernement provisoire.

## **. Le parti du Mouvement**

Aile de l'orléanisme favorable à l'extension du pouvoir du suffrage. Au pouvoir jusqu'en mars 1831 (Lafitte, banquier, et Odilon Barrot), il veut une évolution libérale de la monarchie. Thiers qui a contribué à chasser Charles X, réprime à tout-va. Il est désavoué par le roi en 1840.

Les forces du Parti du Mouvement :

- centre gauche (Thiers)
- opposition dynastique (Odilon Barrot)
- centre
- Tiers Parti, entre droite et gauche (André Dupin) qui prend son essor à partir de 1834. Mots d'ordre : concertation, oubli du passé, apaisement.

## **. Le centre droit**

Le Parti de la Résistance, qui estime que l'essentiel a été accompli avec la Charte constitutionnelle du 14 août 1830, mené par Guizot et Casimir Périer, et que la Révolution de Juillet n'est qu'une parenthèse pour rétablir l'ordre après le coup d'Etat de Charles X et met fin aux attentes de changement (contre les Canuts par exemple)

### **- Les légitimistes**

Représentant la droite contre révolutionnaire fidèle aux Bourbons. Ils se joignent aux modérés qui blâment la Révolution et voient en Louis Philippe un usurpateur. Ils représentent une force mais sont incapables de détruire son gouvernement, seulement le miner en révélant ses faiblesses et se fautes (Chateaubriand). La duchesse de Berry, belle fille de Charles X, tente de raviver la guerre de Vendée.

### **- Les bonapartistes**

Ils ont peu d'influence. La tentative de coup d'Etat de 1840 est l'acte d'un obstiné (le futur Napoléon III) qui est condamné à la prison à vie. Il s'évade en 1846. On connaît la suite.

## **La Révolution de 1848 - Deuxième République** (24 février 1848 – 2 décembre 1852)

Après la fuite de Louis-Philippe, sous l'impulsion des libéraux et des républicains, **révolution de février (22 au 25)** et proclamation de la IIème République par Lamartine. Un gouvernement provisoire est installé le 24 février, partagé entre républicains aisés et ceux qui attendaient un réel progrès (cf les mesures prises dans les repères historiques, + apparition de la fonction de Président de la République). Mais les élections amènent une chambre à dominante conservatrice qui revient sur un certain nombre de progrès sociaux. L'augmentation du chômage et la fermeture des ateliers nationaux (voulue pour discréditer Lamartine aux yeux de la population) entraînent la révolte de juin (« **les journées de juin** », **du 22 au 26**) réprimée sans pitié dans le sang par le général Cavaignac (trahissant ainsi Lamartine qui l'avait appelé, le pensant apte à résoudre les problèmes de manière pacifique) qui va être nommé président du conseil des ministres. La nouvelle Constitution du 4 novembre 1848 instaure la IIème République et l'élection du Président de la République au suffrage universel. Cavaignac est candidat mais est battu par Louis-Napoléon Bonaparte, neveu (?) de Napoléon Premier.

## **Les partis**

**La gauche :**

. **la Montagne** extrême gauche émergente aux élections de 1848

. **les socialistes** avec Ledru-Rollin, Flocon, Louis Blanc et l'Ouvrier Albert (Alexandre Martin), ils obtiennent un certain nombre de réalisations sociales (toutes remises en cause après la répression de juin), Ledru Rollin va tenter de fédérer les gauches autour de sa candidature dans une « solidarité républicaine » qui échoue.

Ceux qui veulent une république à forte dimension sociale, contre les attaques du parti de l'ordre, se réunissent pour les élections de 1849, avec la Montagne sous le nom de

démocrates-socialistes (« rouges ») et obtiennent 25 % aux élections de 1849 mais la loi électorale de 1850 élimine 3 millions d'électeurs ainsi qu'un fort risque de victoire en 1852. Lors du coup d'état de 1851 ils seront pour la plupart proscrits.

**Le centre gauche ;**

**Républicains modérés** marginalisés lors des élections de 1849 ( ex. Cavaignac)

**. La droite :**

**Les conservateurs**

**Le parti de l'Ordre**, monarchistes légitimistes, orléanistes et républicains adeptes de la république américaine ( Thiers, Guizot, Odilon Barrot, Montalembert, Falloux, Tocqueville) tous incapables de s'entendre sur un candidat royaliste ou conservateur commun soutiennent LN Bonaparte à l'élection de 1848, Thiers pensant pouvoir le manoeuvrer, Bonaparte est élu largement et le parti de l'Ordre a la majorité absolue ( 450 élus) les républicains modérés sont défaits (Cavaignac 75 élus) mais les démocrates socialistes ont 180 élus ( radicaux + socialistes = solidarité républicaine). A ce moment-là LN Bonaparte se distingue du parti de l'Ordre par ses idées sociales et s'en délestera pour gouverner à son gré lors du coup d'état de 1851. Il en enverra les chefs en exil (Thiers)

**Les bonapartistes**, Parti de l'Elysée.

## Le Second Empire

Coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851, puis proclamation de l'Empire le 2 décembre 1852.

### Les partis

. **Le parti bonapartiste** s'appuie sur le suffrage universel qui a été rétabli, les candidats officiels sont proposés et soutenus par l'Etat du second Empire.

. L'église est le principal adversaire des républicains qui constituent un parti réprimé puisqu'ayant résisté activement contre le coup d'état (procès, condamnations à mort, bague, 6000 déportés en Algérie, résidence surveillée, 1500 proscrits ( V.Hugo). Ils rentrent sur la scène politique grâce aux lois libérales, surtout en 1868.

. **L'opposition** se consolide par rapport aux difficultés économiques et sociales ( ex. Gambetta , radical, et le programme de Belleville en 1869 aux élections législatives= grandes idées du « parti républicain » face aux candidats officiels). Plusieurs catégories :

. Modérés ( Emile Ollivier) qui acceptent le jeu.

. Pragmatiques prêtent serment pour être éligibles.

. Gauche qui refuse et ne peut entrer dans le jeu politique.

( On retrouve déjà ceux qui seront soit communards soit versaillais).

. **Le Tiers Parti**, conservateurs libéraux, parti républicain qui refuse l'opposition systématique et accepte l'empire mais pas l'autorité. Thiers reste en marge mais y est influent. Au pouvoir en 1869.

. **Les libéraux**, les uns pour et participent, les autres résistent ( Guizot).

## **Enfin**

. **Le socialisme** : Proudhon, théoricien influent sous le second empire ( mais ses contradictions le discréditent) ne s'intéresse pas trop à la politique à l'instar du mouvement ouvrier, sauf au cours de 1860 où ce mouvement se fait de plus en plus politique, radical, et verse dans l'opposition démocratique et républicaine ( Varlin, Malon...). L'attitude du pouvoir change : répression violente ( La Ricardie), lutte cotre l'AIT, réunions politiques autorisées mais surveillées par la police (arrestations...)

## **Troisième République**

Elle va durer de septembre 1870 à juillet 1940.

Suite à la défaite le 2 septembre face aux Prussiens, la capitulation de N III, de Bazaine et de l'armée de Metz elle est proclamée le 4 septembre 1870, et voit la constitution d'un gouvernement de défense nationale, le Gal Trochu en est le chef, Jules Fabre, Jules Ferry, Léon Gambetta ... en sont membres. Paris est assiégé.

### **Tragédie de la Commune du 18 mars au 28 mai 1871 ( à développer plus avant).**

Aux élections de 1871 Gambetta et les radicaux veulent poursuivre la guerre, les modérés, résignés, la paix. Alliance des conservateurs ( bourgeoisie et monarchistes) sur ce thème. L'Assemblée est majoritairement monarchiste (400) + 250 républicains en majorité socialistes ( Pyat, Malon) + qqes bonapartistes.

Le 16 février 1871 Jules Grévy, républicain modéré, est président de l'Assemblée nationale, Adolphe Thiers, chef du pouvoir exécutif. Le pacte de Bordeaux du 10 mars 1871 entérine un statu quo entre monarchistes et républicains sur la nature du régime.

Thiers devient Pdt de la République, nomme et révoque les ministres, mais ne rétablit pas la monarchie. Mis en minorité le 24 mai 1873, il est remplacé par Patrice Mac-Mahon, d'obédience légitimiste et dont l'ambition est une troisième Restauration.

Le pouvoir est assumé par Albert de Broglie. L'objectif de ce gvt dit d'Ordre moral dont la politique réactionnaire et liberticide est de préparer le retour du roi. Mais les deux partis royalistes (légitimistes et orléanistes) ne s'entendent pas.

Le mandat de Mac-Mahon est prorogé pour 7 ans en 1873.

En 1875 sont votées les 3 lois constitutionnelles sur le Sénat, la Chambre des députés et les rapports de pouvoirs publics.

Et commence une grande valse.

En 1876, les élections sénatoriales donnent une faible majorité à la droite 151 sièges contre 149 aux républicains, les élections législatives 360 sièges aux républicains et 280 aux conservateurs. Mac-Mahon forme un gvt de centre gauche , Jules Dufaure (rép. conservateur et catholique) en est le Pdt du conseil. Mais des tensions surgissent. Dufaure démissionne le 3 septembre. Mac-Mahon nomme Jules Simon ( rép.conservateur) auquel s'oppose Gambetta sur des réformes (amnistie des communards...). Mac-Mahon le remplace par de Broglie, rappelé, mais la chambre lui refuse la confiance. Mac-Mahon la dissout le 25 juin.

Les élections font perdre 40 sièges aux républicains qui restent majoritaires. Mac-Mahon refuse les résultats, veut redissoudre mais le Sénat refuse. Mac-Mahon se soumet et rappelle Dufaure.

Les élections du Sénat aux 1/3 de janvier 1879 donnent une large majorité aux républicains 179/121.

Mac-Mahon démissionne le 30 janvier 1879. Ouf...

1879-1898 : Jules Grévy est Pdt de la République (adoption de la Marseillaise comme hymne national – elle l'avait déjà été du 14 juillet 1795 à 1804 - , du 14 juillet comme fête nationale, amnistie des communards).

Les républicains sont divisés entre :

- centre gauche : modérés politiquement, conservateurs en matière sociale,
- gauche républicaine de Jules Ferry,
- union républicaine de Gambetta,
- radicaux (Clémenceau)

Les élections législatives de 1881 renforcent cette majorité (457/88 conservateurs)

Jules Ferry engage une série de réformes (*sur lesquelles il conviendra de se pencher ainsi que sur sa politique colonialiste*) :

- scolaires : dissolution des congrégations...
- constitutionnelles :
  - les radicaux veulent la dissolution du Sénat et la Chambre unique par vote direct,
  - les rép. libéraux veulent le maintenir comme contrepoids à la Chambre des députés.Jules Ferry se fait le défenseur du Sénat qui cède en échange sur la question scolaire et surtout sur la laïcité ( loi du 14/08/1884).
- grandes libertés républicaines : fin de l'ordre moral, liberté de la presse, liberté de réunion publique (loi Waldeck-Rousseau de 1884 sur les syndicats), purge des corps de l'administration.

Forte poussée des radicaux et retour en force des conservateurs aux élections de 1885. La Chambre est ingouvernable et entraîne une instabilité ministérielle. Jules Ferry démissionne. 7 gvts jusqu'en 1889 !

Le mécontentement des Français est d 'autant plus grand qu' à cela s'ajoutent

- une crise économique, crise du capitalisme ( grande dépression ou plutôt grande déflation de 1873-1896),
- le scandale des décorations vendues par Daniel Wilson, le gendre de Jules Grévy, qui démissionne.
- un sentiment de corruption et un esprit revanchard / Allemagne.

La ligue des patriotes veut relever moralement et physiquement la nation pour reprendre l'Alsace-Moselle, arrêter la colonisation qui détourne les Français de ce devoir et la fin du parlementarisme absolu.

### Crise boulangiste

Le boulangisme va rassembler tous les mécontents de ce système, monarchistes, radicaux, nationalistes, qui veulent un pouvoir fort.

( à étoffer)

Le Général Boulanger, de gauche presque radicale, est soutenu par l'extrême -gauche (Clémenceau) car il inculque à l'armée, monarchiste des principes républicains. Boulanger obtient le ministère de la guerre et améliore le sort du soldat. Il s'affirme antiparlementariste : dissolution, constituante, révision est son mot d'ordre. Le soir du 27 janvier 1889 des manifestants le poussent au coup d'Etat, mais il refuse .

Le boulangisme revanchard déplaît aux républicains qui veulent s'en débarrasser. Il est menacé de passer en Haute-cour de justice et s'exile à Bruxelles. Son immunité parlementaire est levée par 330 voix/190. Il se suicide le 30/09/1891 sur la tombe de sa maîtresse. Fin de l'aventure boulangiste.

La loi de 1889 remplace les candidatures multiples ( qui avaient favorisé Boulanger ) et le scrutin de liste par le scrutin d'arrondissement, avantageant les personnalités républicaines bien implantées, malgré le désaccord de Gambetta qui craignait justement cela.

La république parlementariste qui a su se débarrasser de ses adversaires et écarter ses éléments présidentiables s'en trouve renforcée.

Le radicalisme perd Paris mais s'implante dans les campagnes.

(à étoffer si besoin)

Expansion coloniale, alliance franco-russe



### La république radicale 1898.1914 (à développer)

- Affaire Dreyfus 1894, réintégré en 1906
- Séparation des églises et de l'Etat (09/12/1905)

Poussée de la gauche aux élections de 1898.

Waldeck-Rousseau, progressiste, succède à Méline, modéré :

- épuration de l'armée,
- fait adopter la loi de 1901 sur les associations,
- soumet les congrégations à une autorisation administrative

Formation des partis politiques durant les premières années de 1900 dans un but électoral :

- 1899 Action française
- 1901 Parti radical et radical socialiste, pilier de la plupart des gyts de 1901 à 1940
- 1902 Action libérale populaire (catholiques ralliés à la république (1901-1919)
- 1905 Parti socialiste SFIO

Les élections de 1902 voient le triomphe du parti radical socialiste allié aux socialistes de Jaurès dans le bloc des gauches.

Emile Combes, président du conseil de 1902 à 1905, fait voter la séparation des églises et de l'Etat et la nationalisation des biens de l'Eglise.

Impôt sur le revenu proposé et accepté en 1914.

## **IV. CONGRES ET PARTIS OUVRIERS**

### **1 Les délégations ouvrières.**

L'idée de Congrès ouvrier est née des délégations ouvrières envoyées aux différentes expositions industrielles et des rapports envoyés par ces délégations sur la situation économique des travailleurs.

Avant 1848, les ouvriers n'avaient que deux solutions, les sociétés secrètes et/ou la révolution, et comme association un compagnonnage archaïque et stérile.

Ne votant pas les gouvernements s'en souciaient peu.

La Révolution de 1848 leur accorda le droit de vote, mais pas la liberté d'association.

Une timide avancée sera faite avec la loi Ollivier de 1864 qui supprime le délit de coalition.

Une première forme d'association va voir le jour avec les coopératives de production, mais c'est un échec.

Dans un second temps naît la revendication de l'instruction pour comprendre les conditions économiques du travail par l'envoi de délégations ouvrières aux expositions industrielles.

Celle de 1849, puis celles de Londres en 1851 et 1853.

Pour s'opposer aux délégations désignées par les patrons, 15 délégués indépendants forment une commission.

En 1863 nouvelle exposition à Londres.

C'est le point de départ des groupements ouvriers, le 5 août 1863, un pacte d'alliance leur est proposé lors du discours de bienvenue par les ouvriers anglais, qui va servir de programme à un groupe (manifeste des 60) qui participera à la formation de l'Association Internationale des Travailleurs en 1864 (cf. Henri Tolain).

A Paris en 1867, présence de 95 délégation, de nombreux groupements ouvriers se forment, hésitant cependant entre prévoyance, résistance, mutualité et association politique.

Les patrons ont créé de leur côté l'Union Nationale du Commerce et de l'Industrie.

La délégation ouvrière indépendante, affiliée à l'Internationale, propage ses idées internationalistes et de grève.

L'Empire en vacille d'autant.

L'Hécatombe de la Commune brise toute organisation ouvrière. Mais les corporations ne sont pas interdites.

Des délégations sont envoyées à Vienne en 1873.

A Philadelphie en 1876. la délégation est organisée par les chambres syndicales. mutualistes, modérées et de tendance purement coopérative. Ses débats sont vivement critiqués par les exilés politiques qui estiment qu'ils ne

concernent pas l'organisation de la société, mais seulement l'amélioration du sort de l'ouvrier et y voient une forme de lâcheté. De même pour les premiers congrès corporatifs de Paris et de Lyon.

## 2. Congrès et partis ouvriers.

Le Premier Congrès ouvrier aura lieu à Paris en 1876.

En 1878 le Congrès ouvrier de Lyon, devient un parti, la Fédération du Parti des Travailleurs Socialistes de France (FPTSF).

En 1879, le Congrès de Marseille, « l'Immortel Congrès », marque un tournant, l'influence du collectivisme s'étant développée en France, et va s'inscrire dans une tradition plus révolutionnaire (influence de Guesde). (Hubertine Auclert va y réclamer « l'égalité des sexes devant le Code et le salaire et une table des droits de la femme »).

En 1881, première scission, Edouard Vaillant (blanquiste) fonde le Comité Révolutionnaire Central (CRC).

En 1882, deuxième scission, suite au Congrès ouvrier de St Etienne où s'opposent :

- les possibilistes (Brousse et réformistes proudhoniens), qui forment le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (POSR) sous titré Fédération des Travailleurs Socialistes de France (FTSF), ce qui deviendra son nom, au lieu de POSR, à Paris en 1883. Il se scindera à nouveau en 1890 à Chatellerault avec l'exclusion d'Allemane et de ses partisans, qui fonderont le POSR, reprenant ainsi le nom abandonné (pour la grève générale, Paris 1891)
- et les guesdistes (équ. marxistes) dont les 23 délégués se retirent du Congrès et créent à Roanne en septembre 1882 le Parti Ouvrier (Guesde et Lafargue) modifié en Parti Ouvrier Français (POF) en 1883.

Les possibilistes les avaient « excommuniés » à St Etienne, ils « excommunient » les possibilistes.

Jusqu'au Congrès de Marseille, les assemblées populaires étaient presque exclusivement ouvrières.

Dans les Congrès qui suivront les questions politiques seront privilégiées (Paris et le Havre 1880).

C'est le point de départ de la dissociation entre le politique et le syndical.

Le POF va connaître des succès électoraux (Guesde député), mais certains membres oublient l'objectif de la révolution et pensent que le socialisme est possible par le vote.

En 1889 une crise est provoquée par la participation de Millerand au gouvernement Waldeck Rousseau.

Le POF retourne à sa pureté doctrinale révolutionnaire (été 1899).

On est donc en présence :

- du Parti Ouvrier Français (POF),
- du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (POSR),
- de la Fédération des Travailleurs Socialistes de France (FSTF),
- du Comité Révolutionnaire Central (CRC) blanquiste devenu Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR) en 1898, sous la houlette d'Edouard Vaillant. Le CRC avait été préalablement rejoint en 1897 par l'Alliance Communiste Révolutionnaire (ACR) dissidente du POSR d'Allemane,
- de socialistes indépendants de la fugace Alliance Socialiste Républicaine (ASR), ou de la Fédération Socialiste de la Seine.

L'unité va se faire tout de même sous la pression et de l'Internationale et de la conjoncture (boulangisme, affaire Dreyfus...). Un comité de rapprochement socialiste est créé.

Les guesdistes en claqueront la porte en 1900, puis le PSR en 1901.

S'en suivra un regroupement

- des indépendantistes, broussistes et allemanistes dans un Parti Socialiste Français (PSF) d'un côté
- et de l'autre Guesde et Vaillant dans le Parti Socialiste de France (PSdF) initié, en 1901, sous le nom d'Unité Socialiste Révolutionnaire.

Mais en 1902, suite au Congrès international d'Amsterdam, en présence de Guesde et de Jaurès, après une motion d'unité, le Parti socialiste de France (PSdF) de Guesde fusionne avec le Parti Socialiste Français (PSF) de Jean Jaurès pour former la Section Française de l'Internationale Ouvrière ( SFIO), à Paris, les 22,23 et 24 avril 1905.

---

## Quelques précisions :

. Possibilisme :

Paul Brousse (1844-1912). Fractionner le but en plusieurs étapes pour le rendre possible. Le municipalisme est la base du possibilisme.

. Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire :

Jean Allemane (1843-1935). Pour des réformes immédiates et un réformisme municipal. Proche de l'anarchisme. Action plus syndicale que politique. Décentralisation. Gestion des industries par les travailleurs.

. Socialistes indépendants :

Au départ radicaux et républicains, Jaurès (1859-1914) et Millerand (1859-1943), attachés ensuite à une homogénéité socialiste.

. Guesdistes :

Equ. Marxistes, Jules Guesde (1845-1922), Paul Lafargue (1842-1911), gendre de Marx.

. Parti socialiste révolutionnaire blanquiste :

Edouard Vaillant (1840-1915, ancien de la Commune). Le blanquisme prône l'action menée par un petit groupe qui aide le peuple à aller vers la révolution, et est ensuite chargé d'instaurer le nouveau système

---

### **III. Le Mouvement ouvrier en Gironde**

**( texte de Serge GONZALEZ)**

#### **BORDEAUX au XVIIIème siècle : enrichissement et refus d'industrialisation**

*Le XVIIIème siècle correspond à une grande période de prospérité pour les classes possédantes : le commerce des vins et le commerce colonial dont le fameux commerce triangulaire enrichissent les grandes familles bordelaises. A la suite d'un long marasme sous la Révolution et l'Empire (perte d'un sixième de la population) les affaires reprennent avec le retour de la paix. La Gironde connaît un phénomène d'urbanisation lié à l'activité du port de Bordeaux – alors de dimension internationale - ce qui n'arrivera que plus tard dans d'autres régions. A la différence des hommes d'affaires des autres ports comme Marseille ou Le Havre ceux de Bordeaux attirent peu d'industries. Les larges profits tirés du commerce et la nécessité d'investir des capitaux pour en améliorer les conditions, le liens avec l'agriculture (on place les capitaux dans la terre et surtout dans les domaines viticoles, dans des affaires plus rentables –exploitation des ponts à péage ou entreprises de construction) expliquent le refus d'industrialisation de la ville. Le capitalisme commercial qui se développe, principalement dans l'armement marquera de son empreinte toute l'activité économique. Faute de ressources naturelles, les capitaux issus du commerce n'ont pas servi à l'implantation d'industries importantes(1) « l'importation du sucre des Antilles ne donne lieu au 18ème siècle qu'à la naissance d'une vingtaine de raffineries modestes... Les « manufactures » relèvent donc plus du gros artisanat que de l'industrie capitaliste... Et dans le secteur secondaire c'est l'artisanat qui domine : métiers du port (cordiers, arrimeurs- et dans la construction navale : 28 maîtres n'emploient que six à sept cents ouvriers soit 20 à 25 par entreprises et surtout métiers du bâtiment dont Bordeaux est alors l'objet, monuments publics comme la Bourse, le Théâtre, l'Archevêché (la Mairie actuelle) ou demeures privées, entraînent un afflux de travailleurs du bâtiment (tailleurs de pierre, charpentiers, menuisiers, serruriers etc.) ce sont précisément ces métiers qui ont le « conscience de classe » la plus nette et l'organisation ouvrière la plus structurée » (Les cahiers de l'Institut Aquitaine d'Etudes Sociales -AIES n°2-1971)*

*Pourtant à partir de la fin des années 1820, Bordeaux perd la prééminence dans le commerce colonial au profit du Havre. Les ateliers de charité ouverts pour les chômeurs en 1830 relèvent des difficultés socio-économiques et contribuent à la prise de conscience tardive du problème social, crise viticole, effondrement des activités du port. A la crise du commerce bordelais s'ajoutent des conditions sociales particulières. Aussi le retour de la Monarchie a-t-il été accueilli avec enthousiasme. Le libéralisme modéré né des difficultés du commerce, parvient à une position majoritaire vers 1830. Très vite les nouvelles autorités surent maîtriser le peuple qu'elles avaient utilisé. A la fin de la Monarchie de Juillet, Bordeaux conduit le courant libéral en France (2)*

#### **Classes populaires majoritaires mais 18 % d'ouvriers**

« La persistance des traditions secrètes freine le développement des organisations ouvrières politiques et syndicales. Le recensement de 1831 montre que les classes populaires étaient majoritaires (53% de la population de Bordeaux) mais les ouvriers proprement dit ne formaient que 18,4% contre 28,2% aux artisans... La plus grosse entreprise de Bordeaux la manufacture Johnston n'employait guère que plus de 600 ouvriers ; vers 1840 il n'y avait à Bordeaux qu'environ 4000 ouvriers dont la moitié seulement relevaient de la grande industrie »-(Le mouvement ouvrier de Gironde Les Cahiers de l'AIES n°2)

On comprend donc l'influence considérable exercée sous la Monarchie de Juillet par le compagnonnage

Quelques grèves très vite réprimées affectent en 1831 des métiers secondaires.

En mai, 200 scieurs de long brisent les machines à vapeur qu'ils rendent responsables du chômage s'attaquant au symbole de la révolution industrielle et non aux causes de leur malheur.

#### **De nouvelles organisations...**

« Mais de nouvelles formes d'organisations apparaissent en marge de celui-ci... ces nouvelles organisations sont conçues dans un esprit mutualiste et ces associations de métiers donnent lieu à des sociétés de secours mutuel et de bienfaisance qui, en de rares occasions seulement arrivent à exercer une pression dans le domaine des salaires et des conditions de travail. Le mouvement ouvrier se trouve donc partagé entre deux tentations, celle du réformisme mutualiste et celle de l'action aventuriste du républicain conspirateur » (IAES n°2)

Bordeaux, en 1846, dépasse 120.000 habitants les classes populaires représentent les deux-tiers de la population : toutes les activités dépendent de celle du port. En cas de baisse importante du trafic, le nombre des

indigents augmente brusquement et peut atteindre le quart de la population. Ces travailleurs forment un foyer de mécontentement. La majorité vit dans des conditions précaires (quartiers du Sud, Saint-Nicolas et Sainte-Croix. (Bordeaux et la Commune- 1870-1871- Jacques Girault- Editions Fanlac-2009)

Au plan politique les républicains étaient divisés et il y avait peu d'ouvriers, la plupart du bâtiment, sur les listes républicaines. Aucun ne sera élu. Les élections municipales verront la victoire des conservateurs et Bordeaux deviendra un des principaux foyers de la réaction. Pourtant la propagande républicaine a commencé à pénétrer chez les ouvriers du port en 1833.

Venue à Bordeaux en septembre 1844 lors d'un tour de France destiné à discuter de son livre « L'Union ouvrière » Flora TRISTAN y décède le 17 novembre. Au cours de ses obsèques à La Chartreuse, un ouvrier tonnelier lu devant 7 à 10.000 personnes un poème dont « les quatre premiers mois auraient suffi au bonheur de Flora Tristan : oui nous nous unirons » (Barret et Gurgand p.372)

Quatre ans plus tard, lors de la Révolution de 1848, les différents « Devoirs » des compagnons et les sociétaires (dissidents voulant rompre avec les rites et les symboles du compagnonnage) prirent une part active sur les barricades. Cela n'empêcha pas qu'en

1851 une violente bagarre éclate près de Bordeaux entre compagnons et plus de 200 sociétaires faisant 9 blessés graves (Barret et Gurgat p.288)

### **La révolution de 1848 à Bordeaux**

Les ouvriers prendront part aux manifestations républicaines du 26 février 1848. Le seul mouvement connu sera la manifestation de Lormont des terrassiers du chemin de fer. Le 3 mars. Ils parcourent les rues de la localité aux cris de « Du pain, du travail ou la mort ! » C'est dire la misère dans laquelle vivaient les pionniers du rail ! (IAES n°2)

L'installation de la IIème République eut lieu sans enthousiasme ni opposition de la bourgeoisie ; il est vrai que le commissaire de la République nomma à Bordeaux un nouveau conseil municipal « composé de manière à donner des garanties d'ordre »

43 membres, il n'y avait que 5 ou 6 ouvriers et maîtres artisans. L'agitation ouvrière resta faible et en dépit de quelques troubles la bourgeoisie se rassurait en constatant que « les ouvriers souffrent avec résignation » Ceux-ci essayèrent cependant de faire front en se regroupant : les tailleurs, les typographes formaient des ateliers. La tentative la plus intéressante eut lieu dans le bâtiment : 180 ouvriers fondèrent une « Association mutuelle entre les tailleurs de pierre et maçons de la Gironde pour l'entreprise des travaux publics et particuliers » Mais au fur et à mesure de la montée de la réaction les difficultés que rencontrèrent les associations ouvrières s'accrurent et leur dissolution marqua l'échec du mutualisme proudhonien... En fait la bourgeoisie locale eut des sueurs froides lorsque que la Banque Bordelaise fusionna avec la Banque de France...

A part quelques intellectuels de la « Société fraternelle de la Gironde » personne ne songeait au droit au travail. L'ouvrier au chômage devait se satisfaire du produit des « concerts charitables » et des ateliers au salaire de un franc par jour (le kilo de pain coûtait 0,30 F) et surtout de se garder des « utopies dangereuses »

Constatant les limites du mutualisme, le déclin du compagnonnage, le prolétariat va découvrir la nécessité de l'action politique. En 1848, les idées républicaines ont pénétré dans la coopération des ouvriers tonneliers. (IAES n°2)

### **1849 : la bourgeoisie « met le paquet » mais...**

En mai 1849 les élections à l'Assemblée législative virent la victoire des conservateurs girondins. Pour arriver à cet objectif la bourgeoisie frappa les républicains en vertu des lois sur les sociétés secrètes interdisant la Solidarité républicaine, société d'intellectuels et le caveau Montagnard café où l'on chantait « Réveillez-vous, Saint-Just et Robespierre furent poursuivis. L'Eglise n'hésitait pas à encourager « les défenseurs de la propriété, de la religion et de la famille ». L'Archevêque de Bordeaux (Mgr Donnet) leur donna un sérieux coup de main, en préfaçant une brochure intitulée « le socialisme c'est la famine » (AIES n°2) En dépit de ce « succès » les « rouges » connurent quelques succès. Un journal bourgeois s'en inquiète « Nous l'avouons avec douleur, les ouvriers de notre ville ont presque tous voté contre le parti de l'ordre... Ils semblent aujourd'hui partager des idées et s'enrôler sous le drapeau de la République la plus exaltée »

### **Le coup d'Etat de Napoléon**

La résistance des travailleurs au coup d'Etat du futur Napoléon III le 2 décembre 1851 est presque nulle à Bordeaux alors qu'elle est très importante en Lot-et-Garonne où les républicains étaient nombreux, à Nérac et Marmande en particulier. Par rapport à la relative avancée de 1848, le Second Empire apparaît pour le

mouvement ouvrier girondin comme une période de repli. Les masses populaires sont considérées comme « classes dangereuses » et comme telles elles sont très surveillées par la police.

A la fin de 1858 les ouvriers tonneliers réclament des hausses de salaires. Le procureur fait poursuivre « les chefs et principaux meneurs » et annonce le 13 janvier 1859 la condamnation de 8 tonneliers à 8 jours de prison pour délit de coalition (5)

Lors de son intervention au colloque de juin 1985 « **100 ans d'histoire du droit social** » organisé par l'IHSA CGT, Jean Cavignac montra en quoi la fin du second Empire, fut une période de prospérité en Aquitaine « « mais pas pour le niveau de vie des masses populaires. » C'est le début de l'organisation syndicale qui profite de la loi de 1864 autorisant les coalitions mais qui par contre maintient le délit d'association et celui d'atteinte à la liberté du travail. En septembre 1866, les typographes de Bordeaux envisagent de transformer leur société de secours mutuel en véritable syndicat. Cela interviendra en 1870.

### **La banlieue s'accroît, des catégories nouvelles apparaissent**

La ville se transforme. La population de Bordeaux dépasse en 1870 194.000 habitants contre 130.000 en 1851. Sa banlieue s'accroît grâce à l'immigration venue des campagnes girondines et des départements voisins. Des catégories nouvelles souvent composées d'immigrés récents jouent un grand rôle. Les syndicats des ouvriers du bâtiment où la tradition d'organisation est la plus forte, sortent de la clandestinité en 1869 mais aussi les ouvriers du port, les employés du chemin de fer des 3 compagnies dont le processus de regroupement durera plusieurs années. Les dirigeants des grandes compagnies, de puissants groupes bancaires, eurent recours à une répression parfois sanglante et marquée par des révocations nombreuses afin que les révoqués ne puissent être réembauchés. Cette configuration particulière donnera corps à un programme revendicatif où la bataille pour la nationalisation ou le rachat par l'Etat du réseau côtoiera la bataille pour la titularisation et la réintégration des révoqués, la lutte pour la retraite décente et « à temps » pour en profiter. Dans ce monde du travail en pleine mutation des catégories en voie de disparition connaissent de grandes difficultés, comme les charpentiers, les raffineurs, les voiliers, etc. Une tendance à la paupérisation se manifeste : les conditions de logement empirent dans les quartiers ouvriers Sainte-Croix et Saint-Michel qui souffrent de surpopulation.

A la différence de Paris et de Lyon le port ne connaît pas de situation explosive, en dépit d'une forte misère. *Les ouvriers n'apparaissent pas sur la scène politique : aux élections de 1869, les quartiers ouvriers soutiennent le candidat républicain modéré et manifestent dans la rue* (AIES n°2)

« L'absence de grande industrie n'explique pas tout. La puissance des pratiques compagnonniques et leur rôle d'entraide permettent de supporter les mauvais moments. Des sociétés de secours mutuel nées avec l'aide du gouvernement évoluent très vite. Les statuts de ces groupes -très divers dans leur composition- comprennent des points communs : la solidarité fraternelle et la nécessité d'assurer l'indépendance des ouvriers, des prescriptions relatives à l'établissement des tarifs, la nécessité d'assister par le travail tout sociétaire qui en serait privé par la suite de circonstances indépendantes de sa volonté »

La bourgeoisie bordelaise ne s'était ralliée à l'Empire que dans la mesure où, promettant la paix, celui-ci assurait la bonne marche des affaires et la prospérité. En 1873, plus de 40% de la fortune globale entre dans la rubrique « propriétés foncières » La fortune provient essentiellement de la terre et du commerce. En revanche l'activité industrielle ne donne naissance à aucune grosse fortune. Or depuis longtemps, la guerre ne profite plus à l'économie bordelaise.

### **Manifs et drapeau rouge**

Les opérations du conseil de révision, en mars 1868, provoquent des manifestations qui dépassent la simple opposition à une loi militaire...Le 17 mars des ouvriers parcourent le cours Saint-Jean (Cours de la Marne ?) en chantant la Marseillaise, et crient « Vive la République ! » Le 19, des manifestants aux cris « A bas la Garde mobile ! » essayent de renverser un omnibus. Le 20, rue Sainte-Catherine, une centaine de manifestants attachent « un morceau d'étoffe rouge (...) au bout d'un bâton » Des coups sont échangés avec le service d'ordre qui procède à de multiples arrestations. En brandissant le drapeau des barricades de 1848, les manifestants annoncent ce qui deviendra la tradition de toutes les manifestations ouvrières. Le 21, jour du conseil pour les jeunes des quartiers populaires Saint-Michel et Saint-Nicolas les incidents redoublent. Une manifestation précédée d'un drapeau rouge, place de la Comédie s'organise. Le calme revient mais le 22 mars, onze élèves du lycée sont expulsés à la suite de troubles dans l'établissement en relation avec ces manifestations » A l'éternelle « explication » du préfet au ministre de l'Intérieur rejetant la responsabilité d'une « vaste conspiration dont les ramifications s'étendent sur l'Empire, sur les vagabonds, étrangers à la ville » s'ajoutent la critique sur les « maladroites du *Journal de Bordeaux* » qui évoque des mouvements semblables dans d'autres villes comme Toulouse. Sous-jacentes les idées républicaines progressent et des lettres anonymes envoyées à la Mairie et au Préfet en témoignent.

La tradition antimilitariste reprend des forces au déclenchement de la guerre. Pour les milieux d'affaires bordelais, qui tout en souhaitant la paix, ne mettent pas en doute l'issue victorieuse de...la guerre, il faut éviter à tout prix qu'une défaite éventuelle ne provoque un mouvement populaire tant redouté depuis 1868. Aussi un

souffle patriotique passe-t-il dans la presse bordelaise. *La Gironde* indique « Nous n'avons plus à discuter les actes de notre gouvernement » Les milieux dirigeants accepteraient n'importe quel régime pourvu qu'il maintienne l'ordre. Le peuple et la petite bourgeoisie sont désappointés, les ouvriers ballottés hésitent et un climat de mécontentement se développe. La guerre agit comme une sorte de révélateur sur l'opinion bordelaise.

### **Proclamation de la République**

Avec la défaite de la France et la proclamation à Paris de la République (4 septembre 1870) Bordeaux tarde à en faire de même. Le peuple trépigne et se rend en manifestant aux allées de Tourny où il renverse la statue équestre de l'Empereur. *La Gironde* rapporte « Sur la ligne des quais, le zinc se brise à plusieurs reprises. Les derniers débris amenés jusqu'au milieu du port furent jetés à la Garonne » Paul Lafargue (5) participe à la journée du 4 septembre à Bordeaux. Grâce à ses relations dans le milieu démocrates de la ville il peut faire passer des communiqués dans *La Tribune* de la *Gironde*. Ce journal cessera de paraître le 19 novembre, ses rédacteurs étant mobilisés.

L'avocat DELBOY Pierre Alfred élu en 1869 représente la volonté populaire au sein conseil municipal. Membre de l'AIT Il sera réélu en 1871. Ses collègues s'efforcent de l'isoler mais la Municipalité par crainte de troubles promet des armes au peuple. Un nouveau journal exprime cette volonté populaire : *Le Républicain de la Gironde : 1792-1848-1870*. Mais il sera sans lendemain.

Paul Lafargue aura juste le temps de signer un article dans *le Républicain* du 7 septembre 1870. Se félicitant de la proclamation de la République il s'interroge « Vivra-t-elle, ou comme son aînée, la morte de 48, périra-t-elle noyée dans le sang des socialistes et des républicains. La jeune République qui au milieu des cris populaires vient de pousser ses premiers vagissements a deux espèces d'ennemis : les Prussiens et les orléanistes » S'ensuit une mise en alerte très forte « Derrière les Prussiens se dresse le parti orléaniste – composé de ventrus bien rentés- qui en 1848 était chassé de France par le mépris public... Les conspirateurs comptent se mettre en lieu et place du parti républicain. Leur tactique est visible. Thiers la vieille femme de leur parti voulait introduire des républicains et des bonapartistes pour les faire s'entre-dévorner, ce qui lui aurait permis de préparer ses chausse-trapes. L'élan de la Garde nationale et de la garde mobile a flanqué en l'air cette machiavélique machination ; mais la partie ne doit pas lui sembler perdue, au contraire » Rappelant la raison d'être de l'AIT « travailler activement à se (la classe ouvrière d'Europe et américaine) constituer en parti politique » il lance un appel aux « Républicains de Bordeaux : unissons-nous, constituons solidement notre parti et cette jeune République, entourée de traîtres qui la caressent et la flattent, cette République, notre amour et notre idéal, sortira victorieuse des malheurs de l'heure présente » (Le Républicain jeudi 7 septembre 1870-spécimen conservé à la Bibliothèque nationale)

### **L'Internationale à Bordeaux aussi**

La section bordelaise de l'AIT qui n'avait plus donné signe de vie à Bordeaux depuis 1868 renaît. Paul Lafargue annonce sa création dans la Tribune de la Gironde du 31 octobre 1870. En janvier 1871 son siège était situé au 3, rue des Menus puis au 65, rue du Loup.

Outre Paul Lafargue plusieurs hommes ont marqué la section bordelaise.

Le cordonnier VEZINAUD qui faisait partie de la délégation française au IIIème congrès de l'AIT à Lausanne en 1867 et au cours duquel il intervint pour indiquer que sa section « encore faible » comptait 57 cotisants et avait recueilli l'adhésion d'une Association coopérative d'ouvriers voiliers et une autre de tailleurs. C'est aussi le cas de Maurice PACHY, cheminot puis journaliste à *la Tribune*, élu radical au Conseil municipal de Bordeaux, un des principaux chefs de l'AIT, membre de l'Union républicaine de la Garde nationale avec sous ses ordres le 5<sup>ème</sup> bataillon. Il collabora au journal hebdomadaire *Le Travailleur*, organe de la section bordelaise. Journal qui deviendra plus tard le journal des socialistes et des syndicalistes révolutionnaires.

Un quatrième homme semble avoir joué un rôle important c'est le bonnetier BUZON anarchiste proudhonien dont Lafargue, quand il était à Londres voulait faire le correspondant de l'AIT. Sans parler de DELBOY qui sera lourdement condamné en mars 1872 à 4 mois de prison et 500 Fr d'amende pour « excitation à la haine et au mépris du gouvernement » Les électeurs de Bordeaux lui renouvelleront leur confiance en le faisant réélire conseiller général de Bordeaux jusqu'en 1913.

Bordeaux a tenu une place particulière pendant cette période mouvementée. S'il y eut des relations entre des mouvements de forte solidarité avec l'insurrection parisienne et la puissance de la classe ouvrière comme au Creusot, Lyon ou Saint-Etienne, la faiblesse du prolétariat bordelais, sa division, de type ancien en majorité ne le permit pas. La section de l'AIT ne réapparait qu'au cours des événements. Et souvent ses animateurs substituent la signification nationale le « patriotisme nationaliste » au sens social de l'organisation d'où la désorientation des masses populaires qu'ils influencent car d'autres courants politiques s'identifient aussi avec l'idéal national.

### **« L'insurrection des Fossés »**

Les événements de Paris serviront de révélateurs pour tous ces militants qui constatent que les milieux républicains ne se suffisent plus à Bordeaux pour canaliser les aspirations patriotiques et le mécontentement

populaire. La création de la section bordelaise de l'Internationale, même par son activité réduite, se distinguera des radicaux en établissant le lien entre les luttes politiques, nationales et sociales. Il fallut cependant attendre l'épisode de « la Commune de Paris » pour assister à des manifestations de caractère purement ouvrier. La section bordelaise organisa des manifestations de solidarité avec les ouvriers parisiens. Elle publia des affiches, farouchement défendues et autour desquelles les gens se rassemblaient pour débattre. Elle organisa des défilés dans le centre de Bordeaux le 17 avril. Connue comme « L'insurrection des Fossés » cette journée vit l'élévation d'une barricade à l'entrée de la rue Saint-James sur le cours des Fossés (Cours Victor-Hugo) et la prise d'assaut de la troupe tirant sur les manifestants. Il y eut des blessés. Un autre rassemblement fut dispersé devant la mairie le 19 avril par la cavalerie. Une centaine d'ouvriers furent arrêtés. 24 arrestations furent maintenues ; 17 suspects réussirent à s'enfuir et recherchés en vain durant plusieurs années.

**L'Institut Aquitain d'Etudes Sociales a publié un numéro spécial (N°5-Mars 1971)** sur la répression des mouvements bordelais en solidarité avec la « Commune de Paris ». Sur 25 personnes traduites devant la Cour d'Assises en 1871 et 1872, la moyenne d'âge était d'un peu plus de 36 ans. Parmi eux 6 travailleurs du bâtiment, 4 de la métallurgie, 4 de métiers manuels, 1 marchand, 4 journalistes, 2 hommes d'église (un prêtre et un chanoine). Les délits reprochés sont essentiellement des délits de presse et d'opinion pour lesquelles les peines ne furent pas trop lourdes en comparaison à celles de la région parisienne.

A noter cependant une lourde peine de 5 ans de réclusion contre un menuisier de 26 ans Aubin Dorbès pour : le 17 avril attaque avec violence et voies de la force publique, cris séditionnels, provocation à des militaires dans le but de les détourner de leur devoir et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs »

### **Le syndicalisme progresse**

Si la IIIème République sera d'abord répressive le syndicalisme reprend rapidement dans la période 1871-1878 : en Gironde de nombreux syndicats voient le jour : 18 en 3 ans. Et si les grèves restent rares, il y a plusieurs tentatives de regroupement sur le plan syndical comme celui des ouvriers menuisiers en 1873 ou sur le plan politique avec en 1877 la création d'un « Comité ouvrier démocrate-socialiste » qui en 1879 fera élire **Blanqui** député de Bordeaux. (« L'enfermé » était inéligible en raison de condamnations non amnistiées que lui a valu son action)

Entre 1879 et 1883 naissent 39 syndicats (contre 18 dans les 9 années précédentes)

Après la loi de 1884 et jusqu'en 88 il ne s'en créa plus que 10. Parallèlement les journées de grève doubleront de 81 à 82. (avec notamment la grande grève des menuisiers) En 1873, 1885, 1891 ont lieu les élections législatives et en 1881 et 1892 les municipales..

### **Un congrès syndical et un dirigeant : Raymond Lavigne**

Dans cette période Bordeaux connaîtra 1888 le congrès de Bordeaux et du Bouscat (la CGT naît en 1895) qui réunit les délégués des chambres syndicales.

Les congressistes ayant décidé à l'unanimité d'adopter le drapeau rouge comme emblème, il s'en suivit une charge policière et une bagarre pour la possession des deux drapeaux rouges encadrant la tribune. Le maire de Bordeaux interdit la poursuite du congrès qui est accueilli dans une salle de la mairie du Bouscat mise à disposition par le maire Ferret (radical de progrès) Le drapeau rouge devenait ainsi l'emblème de la classe ouvrière dans notre pays. Des deux journées nationales d'action décidée lors de ce congrès et que Raymond Lavigne secrétaire de la Fédération Nationale des Syndicats

Proposa la résolution qui donna naissance à une manifestation internationale. Le « **Premier Mai** » **journée de lutte syndicale internationale était né !**

### **Marcel Cachin arrive à Bordeaux**

Aux municipales de 1896 éclate la divergence entre les différents groupes socialistes. Au second tour, malgré un premier refus de Raymond Lavigne et de Marcel Cachin, une alliance « contre-nature » se noue entre les radicaux et socialistes et les...royalistes sous le nom « d'Alliance anti-opportuniste » Elue cette liste était composée de 18 radicaux, 8 guesdistes, 2 Allemanistes et 10 royalistes. Camille Cousteau, guesdiste, arrivé en tête, devient le premier maire socialiste de Bordeaux.

Durant cette période de grands orateurs nationaux prirent la parole à Bordeaux. Jean-Jaurès et Jules Guesde participèrent à plusieurs conférences publiques et réunions.

Une période marquée par des luttes (inscrits maritimes, l'ameublement, les arrimeurs, les charbonniers, ébénistes, etc. Dans les congrès syndicaux on débat « grève générale » et difficultés à s'organiser. On proteste contre la vie chère (hausse considérable sur les produits alimentaires et notamment le sucre) et contre les lois scélérates appliquées aux militants syndicalistes. En 1902 la Fédération des syndicats ouvriers lancent la création d'une université populaire installée dans un local loué au 96, avenue Thiers à La Bastide. Si les luttes se développent, la répression aussi et dès 1911 la menace de la guerre pointe son nez. Comment y répond le secrétaire général de la CGT, Léon JOUHAUX ? Devant plusieurs centaines de militants (400 pour la police-



entre 300 et 1000 pour le secrétaire de l'Union des syndicats) réunis à la Bourse du travail (rue de La Lande) le 20 novembre 1911 Il fait le procès du gouvernement (Briand, Clémenceau etc.) puis ajoute « Notre action doit être violente.. Les syndicats ont pour eux la loi de 1884 leur permettant de faire de la propagande pour soulever les masses... » Et un autre dirigeant de conclure « Par notre union nous aurons raison du régime capitaliste et de la guerre... Crions tous en chœur : Vive la grève générale et la révolution sociale !»

La menace de guerre se précise avec la loi militaire de trois ans adoptée en 1913 et les militaires qui s'y opposent sont victimes de la répression. En dépit des efforts de certains comme Léopold Crispel (6) d'organiser des actions contre la mobilisation générale la première guerre mondiale éclate...

1, 2, 3 -Bordeaux et la Commune-1870-1871-Jacques Girault-édit. 2009- Fanlac (Pages 19 à 133)

4) Rapport du procureur général du 3 août 1853, (AN.BB 30 374 et 5° AN.BB 18 1590)

5) Marié à Laura fille aînée de Karl Marx, Paul Lafargue était fils de colon, d'origine française né à Cuba mais revenu très jeune à Bordeaux . Il se replie au début de la guerre de 1870 à Bordeaux avec sa famille au domicile de ses parents 56, rue de Naujac. Il était membre du conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs (1<sup>ère</sup> Internationale née à Londres en 1864)

L'Institut CGT d'Histoire sociale d'Aquitaine a fait poser en 1994 une plaque commémorative sur le monument qui s'élève sur la tombe de Flora Tristan au cimetière de la Chartreuse à Bordeaux. Une céramique commémorative a été aussi apposée rue des Bahutiers à Bordeaux. Et chaque année la CGT s'efforce d'évoquer la figure de cette militante féministe.

6) Léopold Crispel tonnelier, militant actif de la fédération CGT des tonneliers ((trésorier) puis de la CGTU. Militant communiste, appartenant à la cellule de Bacalan, candidat du PCF aux élections législatives de 1924, administrateur de la société « L'Entraide » présenta un rapport sur les coopératives puis au 3<sup>ème</sup> de l'UL de Bordeaux en juin 1928 (Le Maitron)

## **IV. Repères historiques :**

- *Prise de la Bastille 14 juillet 1789*
- *Nuit du 4 août 1789 : abolition de tous les droits et privilèges féodaux ainsi que de tous les privilèges des classes, des provinces, des villes et des corporations, à l'initiative du Club breton, futur « Club des Jacobins ».*
- **Décret D'Allarde** : 2 et 17 mars 1791, renouvelle l'édit de Turgot de 1776 (qui avait causé son renvoi) supprimant les corporations.
- \* **Loi Le Chapelier** 14-17 juin 1791 abolissant les corporations présentes sous l'Ancien Régime et « permettant le libre commerce – et l'industrie-), les groupements professionnels, les organisations paysannes et ouvrières et le compagnonnage.

### **. Première République** 21 septembre 1792 - 18 mai 1804

21 janvier 1793 Louis XVI est guillotiné

- **convention** 21/09/1792 - 26/10/1795 (girondins 92-93, montagnards 93-94, thermidoriens 94-95)

- **directoire** 26/10/1795 - 09/11/1799 ( 5 directeurs, Barras l'homme fort)

- **coup d'état** du 18 brumaire ( 9 novembre 1799)

- **consulat** 10/11/1799 - 18/05/1795

. 10 novembre 1799 - 13 décembre 1799 : Bonaparte 1er consul, Siéyès, Ducos,  
. 13 décembre 1799-18 mai 1804 : 1<sup>er</sup> consul Bonaparte, 2<sup>ème</sup> Cambacérès, 3<sup>ème</sup> Lebrun)

\* *loi du 12 avril 1803 renouvelant l'interdiction des coalitions ouvrières*

### **. Premier Empire** 18 mai 1804 -14 avril 1814

\* *articles 414 et 415 du code pénal de 1810 réaffirmant le délit de coalition*

### **. Première Restauration** Louis XVIII 1814 –1815

\* *4 juin 1814 charte constitutionnelle mise en application en juillet 1815, après les Cent jours.*

### **. Cent Jours** retour de Napoléon 1<sup>er</sup> 20 mars 1815-7 juillet 1815

### **. Deuxième restauration** Louis XVIII 1815-1824 puis Charles X 1824/1830

Trois glorieuses 27 au 28 juillet 1830

### **. Monarchie de Juillet** Louis Philippe 1830-1848

Révolution des Canuts 21 au 24 novembre 1831

Insurrection républicaine 5, 6 et 7 juin 1832

### **- Deuxième République : 24 février 1848-2 décembre 1852**

## révolution de 1848 ( révolution de février - 22 au 25 février-)

- **Gouvernement provisoire** 24 février au 9 mai 1848:  
é Dupont de l'Eure, Lamartine, Crémieux, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Saint-Georges, Marrast, Louis Blanc, Flocon, Alexandre Martin dit l'ouvrier Albert
- **Commission exécutive** 9 mai au 28 juin 1848, avant la désignation du gal Cavaignac chef du gvt.
- **Révolte des 22 – 26 juin ( journées de juin)** réprimée dans le sang (/ fermeture des ateliers nationaux ...) par Cavaignac
- **Napoléon III** président 20 décembre 1848
- \* *loi du 15 mars 1849 contre les coalitions ouvrières*
- **Coup d'état** de Napoléon III 2 décembre 1851

## - Second empire 2 décembre 1852 - 4 septembre 1870

- *loi Ollivier du 25 mars 1864 abolissant le délit de coalition*
  - *1856, fondation de l'Association internationale ( dissoute en 1859)*
  - *1864, fondation à Londres de la 1<sup>ère</sup> Internationale des travailleurs (AIT dissoute en 1876)*
- Dépêche d'Ems 13 juillet 1870, guerre, défaite, déchéance de Napoléon III le 1<sup>er</sup> mars 1871
- **Commune de Paris** 18 mars 1871 - 28 mai 1871

## - Troisième République 4 septembre 1870 - 10 juillet 1940

- *la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884 légalise les syndicats*
- *Crise boulangiste ( 1885-1889)*
- *1889, fondation de la IIème Internationale à Paris*
- *1895, création de la CGT au congrès de Limoges ( confirmée en 1902 par le congrès de Montpellier qui y intègre la Fédération nationale des Bourses du Travail).*
- *1901 création du parti républicain radical et radical socialiste*
- *1905 création de la SFIO ( cf. histoire des congrès et partis ouvriers)*
- *1907 révolte des vigneron*
- *1919, IIIème Internationale ( Komintern) fondée par Lénine, dissoute par Staline en 1943.*
- *Internationale II et demie opposée à la IIIème Internationale et aux options socialistes de l'Union sacrée ( en 1951 création de l'Internationale socialiste.*
- *1920 scission SFIO – SFIC*
- *1922 scission CGT - CGTU*
- *1938, IVème Internationale fondée par Trotski.*

### **Présidents de la IIIème république :**

Adolphe Thiers 1871-1873 (démission)

Patrice de Mac-Mahon 1873-1879 ( ordre moral + amendement Wallon du 30/01/1875 qui fait entrer le mot « République » dans les textes constitutionnels).

Jules Grévy 1879-1886

Sadi Carnot 1873-1894 + (assassiné par Caserio, anarchiste italien)

Jean Casimir-Périer 1894-1895

Félix Faure 1895-1899 + (mort en état d'épectase !)

Emile Loubet 1899-1906

Armand Fallières 1906-1913  
Raymond Poincaré 1913-1920  
Paul Deschanel 1920-1920 ( démission pour maladie)  
Alexandre Millerand 1920-1924  
Gaston Doumergue 1924-1931  
Paul Doumer 1931-1932+ ( assassiné par Gorgulov, antibolchevik fascisant))  
Albert Lebrun 1932-1939 et 1939-1940

## Compléments

### Décisions de la Commune de Paris :

#### 1. sociales :

- remise des loyers
- création des futures Bourses du travail
- suppression du travail de nuit chez les boulangers
- interdiction des amendes et des retenues sur salaire dans les ateliers et les administrations
- suppression des monts-de-piété
- recensement des fabriques abandonnées remises à des coopératives ouvrières

#### 2. à portée symbolique :

- suppression de l'armée permanente remplacée par la Garde nationale dont tous les citoyens doivent faire partie
- élection et révocabilité de tous les responsables dans l'administration, la justice, l'enseignement, la Garde nationale
- limitation du traitement des employés de la Commune à celui d'un ouvrier
- séparation de l'Eglise et de l'Etat
- réforme de l'enseignement qui doit devenir : obligatoire, laïque, gratuit, avec instruction professionnelle

#### 3. la question des femmes

- elles prennent une part massive aux mobilisations, elles s'organisent en comités de quartier et la socialiste Elisabeth Dimitrieff crée la première Union des femmes
- elles bénéficieront également du décret qui reconnaît de facto l'union libre (en cas de décès du garde national tué au combat);

#### 4. la question des étrangers

- abolir toute préférence nationale.

courte vidéo sur la Commune : <https://youtu.be/tEsBT7vOJP4>

### Quelques mesures prises par le gouvernement provisoire de 1848 :

Abolition de l'esclavage  
Le suffrage universel masculin direct est décrété.  
Création de la Garde nationale mobile.  
Décrets sur le droit au travail et sur la création d'associations ouvrières.  
Création des Ateliers nationaux.  
Abolition de la peine de mort en matière politique.  
Suppression des droits d'octroi et de la gabelle (impôt sur le sel).  
Abolition du système du marchandage pour les embauches.  
Diminution d'une heure de la journée de travail.  
Création d'une École d'administration pour former les fonctionnaires.  
Abolition de la prison pour dettes.  
Abolition des châtiments corporels en matière pénale.

Demandées

Augmentation du salaire des instituteurs à hauteur de celui des prêtres (cf loi Falloux).

Nationalisation des chemins de fer ( SNCF créée le 01/01/1938) et des assurances (cf plan du CNR).  
Impôt sur le revenu (mis en place en 1914).  
Abolition générale de la peine de mort (abolie le 18/09/1981).